
INTERVENTIONS

#31 – janvier 2026

DES CONCEPTIONS
NATURALISTES ET
RÉDUCTIONNISTES DU
CAPITALISME

L'EXTRACTIVISME ET AUTRES
NOTIONS EN VOGUE

Temps critiques

Temps critiques

site : <https://www.tempscritiques.net/>

blog : <https://blog.tempscritiques.net/>

Correspondance postale

Revue *Temps critiques*

11, rue Chavanne

69001 LYON

Correspondance électronique

tempscritiques@free.fr

Abonnement

Écrire en précisant vos nom, prénom et
adresse complète.

Pour 1 numéro : 10 euros (port compris)

Pour 2 numéros :

- abonnement simple : 15 € (port compris)
- abonnement de soutien : à partir de 35 €

Chèque à l'ordre de Jacques Wajnsztein

11, rue Chavanne / 69001 Lyon

D'UNE ACTIVITÉ À UNE IDÉOLOGIE

On peut se demander ce qui pousse à l'emploi de ce vocable purement descriptif dont apparemment beaucoup voudraient faire un concept et quasiment une idéologie. La notion est issue du portugais, mais produite en Amérique latine : *extrativismo* renvoie à l'origine aux activités commerciales réalisées avec des produits forestiers, et exportés vers les métropoles capitalistes. C'est un usage capitaliste des ressources forestières, qui s'oppose aux activités de subsistance. Dans cette acception, l'activité paradigmatique de l'extractivisme est la culture de l'hévéa pour la production de caoutchouc, dans un contexte colonial. En fait, elle a été utilisée à nouveau dans les pays latino-américains à partir des années 1990-2000 suite à l'échec des politiques de croissance nationale indépendante des années 1960-70 (cf. *infra*). Elles sont présentées aujourd'hui comme une arme théorique du « Sud global¹ » mais elles se diffusent ailleurs (dans le « Nord global », une expression qui vient de sortir !), sans doute pour y remplacer un anti-impérialisme discrédité et inadéquat.

Sans faire d'évaluation quantitative précise, on peut dire que cet « extractivisme », non dénommé comme tel à l'époque, a aussi été à la base de la révolution industrielle, puisqu'il en a même tracé la carte, l'extraction et la production précédant la transformation. En effet, le cœur du capitalisme n'a pas battu au rythme des « grandes découvertes » ou de la traite des esclaves ou encore des possessions coloniales, mais des mines de charbon et autres ressources « naturelles » que les pays-centres comme l'Angleterre, l'Allemagne et la France possédaient en propre. Le lien était alors direct entre la localisation de ces res-

1 – Une utilisation non seulement universitaire, mais politique et gouvernementale. cf. l'économiste équatorien Alberto Acosta, auteur de « Extractivism and Neoextractivism: Two sides of the same curse » et ex-président de l'Assemblée nationale constituante équatorienne, ex-ministre de l'Énergie et des Mines en 2007 et candidat à la présidence de la République en 2013, pour l'Unité plurinationale des gauches.

sources, le progrès technique et un développement économique initiant une division internationale du travail sur cette base. Les théories de l'échange et des avantages comparatifs de Smith et Ricardo reposent d'ailleurs sur cette spécificité. Les seuls facteurs de production relativement mobiles à l'époque, ce sont la force de travail et quelques matières premières qui vont alimenter l'industrie textile ; mais c'est autour des mines que va se développer l'industrie lourde, au cœur même des pays les plus puissants, industrie lourde qui elle-même entrainera mécanisation et accumulation de capital fixe. Le lien est ainsi direct entre l'extraction et un rapport de production lui-même axé sur la production au sens matériel du terme et la transformation en produits manufacturés.

Or si on prend en compte la définition Wikipédia de l'extractivisme, ce serait un mode spécifique d'accumulation de richesses, reposant sur des « activités qui extraient d'importantes quantités de ressources naturelles qui ne sont pas transformées (ou qui le sont seulement dans une faible mesure), principalement destinées à l'export », ce qui correspond à la période préindustrielle et non pas à celle de la révolution industrielle. De la même façon aujourd'hui, on ne peut comparer l'extraction aurifère, qui entre effectivement dans cette définition de l'extractivisme, avec l'extraction des métaux des terres rares qui vont être transformées avec toute la technologie moderne pour la production de batteries.

Par ailleurs, les grandes plateformes de l'Internet et les centres de données pour l'IA sont basés non pas sur la production matérielle, mais sur la circulation d'une production informationnelle ou même virtuelle. Elles ont certes besoin de production matérielle et de ressources « naturelles », mais c'est d'une manière plus seconde, car ce qui est déterminant pour la valorisation, c'est cette circulation. Et c'est à partir d'elle que se redistribuent les cartes de la domination, non à partir de l'emplacement des ressources, mais plutôt de l'évolution de la demande mondiale. La domination du pétrole comme énergie a été un premier exemple de cette déconnexion géographique entre pays producteurs de technologie à haute valeur ajoutée et pays producteurs de matières premières, situation où hormis les États-Unis et la Russie avec le pé-

trole et maintenant la Chine avec les terres rares, l'extraction des nouvelles ressources est en fait mondialisée et donc délocalisée. L'omc dans un premier temps puis des conférences sur l'environnement et le climat devaient être le cadre qui permet cette nouvelle configuration à l'« extractivisme » aujourd'hui censément mesuré, du fait des prétendues politiques de « transition » censées prendre en compte le caractère très polluant des extractions.

Mais la phase qui s'ouvre avec la transition énergétique remet en cause cette régulation des flux de matières, puisque l'extraction minérale de nouvelles matières devient indispensable à ce qui se voudrait être une nouvelle phase d'accumulation de capital, celle qui s'ouvre notamment avec la transition des véhicules thermiques aux véhicules électriques, dont la réussite reste hautement problématique. De plus, le contrôle de technologies clés par des concurrents des États-Unis et de l'Europe occidentale — en particulier la Chine, qui dispose de chaînes de production intégrées de ces nouvelles technologies — provoque le retour de politiques protectionnistes à la Trump et conduit l'UE à revoir aussi ses positions². Ainsi l'Allemagne est elle conduite à abandonner sa part de fourniture énergétique en gaz russe et, au niveau européen, cette politique est présentée dans le *Critical Raw Materials Act* (*CRM Act*). C'est la directive européenne qui explique la relance du secteur minier en France et en Europe. Cette action est décrite par la Commission européenne comme le prolongement du *European Green Deal* ainsi que du *Net Zero Industry Act* visant à faire monter en puissance la production de « technologies stratégiques » ; et ce ne sont pas seulement les technologies « vertes » qui sont visées, mais aussi le numérique, la défense et le secteur spatial. Parler de capitalisme vert est avant tout idéologique, mais indique une tendance à l'œuvre, qui n'est toutefois qu'une tendance parmi d'autres. Nous ne cessons de le dire : il n'y a pas un « plan du capital ».

2 – cf. Philippe Pelletier, *Climat et capitalisme vert. De l'usage économique et politique du catastrophisme*, Nada, 2015.

Alors pourquoi tous ces textes qui se gargarisent de cette notion d'extractivisme ?

DÉCONSTRUIRE DISENT-ILS...

Déjà, nous pouvons dire que cela est typique de la démarche postmoderne visant à « déconstruire » (le mythe ou l'abstraction que représenterait un « système capitaliste ») ; et ensuite pouvoir fonder ses propres concepts ou pseudo-concepts (ici, celui d'« extractivisme »), en essayant, pour leur donner plus de poids, de les inscrire dans une lecture non pas globale (le Tout étant le Mal), mais agrégée et intersectionnelle³, elle-même sous-tendue par le choix de l'individualisme méthodologique et l'abandon de la pensée dialectique. Pour ce qui nous préoccupe ici, c'est le cas de la position décoloniale, qui juge le colonialisme comme ayant été à la base de l'accumulation capitaliste, alors qu'elle n'en a constitué qu'une partie restreinte. Et c'est ce qui se jouerait aujourd'hui avec la lutte pour les terres rares, parce que celles-ci se trouveraient principalement dans les pays du « Sud global », source non pas d'un nouvel échange inégal, mais d'un pur pillage.

Cette expression nous apparaît pourtant comme un faux concept géopolitique sans consistance venant soutenir une affirmation hasardeuse, puisque les « terres rares » ne sont pas rares ; c'est leur exploitation

3 – Pascal Riché le déclare sans détour dans *Le Monde*, le 2 avril 2025 in « Le concept d'extractivisme, un résumé de tous les maux du capitalisme » : « Si tous les maux de la planète pouvaient être encapsulés dans un seul mot, quel serait-il ? “Extractivisme” ferait un bon candidat, du moins dans les milieux militants et académiques. Désormais omniprésente, la dénonciation de l'extractivisme est intersectionnelle : on la croise aussi bien dans les discours écologistes, décoloniaux ou anticapitalistes. L'extractivisme, c'est le vol, la prédation, l'exploitation du Sud, la pollution et le dérèglement climatique. » Mais l'auteur se perd au milieu de notions mélangées où il confond exploitation de la terre par le paysan (par exemple dans la catégorie socioprofessionnelle d'exploitant agricole) et celle de l'exploitation ouvrière, sans jamais faire la différence entre un agir humain, telle l'extraction, et une idéologie productiviste qui, conjoncturellement, peut être extractiviste.

difficile et aléatoire qui n'en faisait pas un premier choix de recherche-développement pour les principales puissances d'autant que le prix du pétrole est à la baisse à cause de la tendance à la surproduction. Ces terres rares sont assez bien réparties et de toute façon ne représenteraient à l'horizon 2050 que 4 % des réserves entamées. Le problème est plutôt celui du raffinage, qui s'effectuait jusqu'à maintenant principalement en Chine, y compris pour les produits américains, alors que jusqu'aux années 1990, l'usine Rhône-Poulenc de La Rochelle raffinait la moitié des terres rares du monde. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les industriels des pays du « Nord global » ont particulièrement manqué d'esprit extractiviste et laissé leur monopolisation à un pays classé dans le Sud global par les anti-extractivistes. *A contrario*, cela montre que pour les premiers, la dynamique du capital n'est pas extractiviste au sens strict du terme, mais « créativiste » et orientée vers des investissements dans les secteurs innovants et à haute valeur ajoutée, ce qui n'est pas la caractéristique principale des secteurs miniers traditionnels, par opposition au secteur des énergies non fossiles ou à l'énergie nucléaire, non fossile mais non renouvelable (source : Goetzmann, *Les Echos*, le 28 avril 2025 et le 6 janvier 2026).

RARETÉ RELATIVE ET IDÉOLOGIE DE LA RARETÉ

Le terme de « ressource rare » est d'ailleurs pleinement historique et relatif ; par exemple, le Club de Rome a proclamé le pétrole comme un produit potentiellement rare il y a plus de 70 ans, alors que sa production ne cesse d'augmenter parce qu'il n'est justement pas rare et que son prix assez bas en fait encore un produit dont la substitution est sans cesse reportée⁴. Du point de vue historique, cette idée d'une substitution énergétique du plus ancien vers le nouveau est très discutable

4 – De toute façon (et n'en déplaise à Trump), la stratégie de longue date de ce secteur — les « Seven Sisters » d'abord, l'OPEP ensuite — consiste plutôt à restreindre la production afin de maintenir les prix, ce qui conforte du reste la thèse du capital comme pouvoir développé par Nitzan et Bichler et repris par *Temps critiques*.

puisque, si on se fie aux travaux d'un historien des sciences, Jean-Baptiste Fressoz, les sources d'énergie ne sont pas substituables mais cumulables. À ce propos, il cite souvent l'exemple de ressources premières comme le bois et le charbon dont la production continue de croître⁵, malgré les nouvelles énergies, ce qui est logique puisque nous ne sommes pas dans une situation de décroissance. Il est d'ailleurs étonnant d'attaquer l'économie capitaliste à l'aide d'un concept, la rareté, qui est un des piliers de l'analyse économique néo-classique fort éloignée de la critique marxiste basée au contraire sur les idées d'abondance potentielle et de besoins illimités. Selon Fressoz, les trois milliards de m³ de bois abattus par année correspondent à trois fois plus qu'un siècle plus tôt. Quant au charbon, il a connu « la plus forte croissance de son histoire [...] entre 1980 et 2010 (+300 %) » (p. 17). Cela pour le côté empirique du livre, mais le point de vue théorique est aussi intéressant dans la mesure où il analyse la notion de « transition » comme l'idéologie du capital au XXI^e siècle (p. 333), mais qui, pour le moment, prend la forme de la procrastination : une « futurologie attentiste ». Son analyse matérialiste lui fait aussi tenir compte du rapport capital/travail en dehors du schéma commun au patronat et aux syndicats, un compromis entre environnement et travail, pour poser l'idée que « sous les matières, (il y a) le travail » (p. 44). J.-B. Fressoz considère que l'usage productif des énergies non humaines repose sur l'épuisement du « travail-énergie » du corps des travailleurs. Marx le disait déjà quelque part sous une autre forme : « La production capitaliste ne développe la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : le travail et la terre ».

Mais pour de nombreux essayistes actuels, qui peu ou prou adoptent la position de la décroissance, l'hypothèse de la rareté est nécessaire à leur démonstration, afin de décrire ce qui n'est presque plus vu comme capitalisme, mais comme technofascisme ou action des ingénieurs du

5 – Jean-Baptiste Fressoz, *Sans transition. Une nouvelle histoire de l'énergie*, Seuil, 2024.

chaos, technoféodalisme, impérialisme fossile ou encore civilisation extractiviste⁶. Il s'agit dans toutes ces conceptions de décrire un mode de fonctionnement qui procède essentiellement par prédation ; et si ce n'est pas de la prédation, par extraction matérielle en provenance du sol. Certains, comme Ted Turner dans *Politique des machines*, parleront d'extraction sociale de données et de « version high-tech de l'économie de plantation ». Or comparer le rapport d'exploitation capitaliste⁷ défini par Marx pour le distinguer de l'esclavage et du servage avec un rapport de distribution (production/consommation), qui s'instaure dans le rapport à l'économie numérique est inapproprié. Parler d'aliénation et de domination, pourquoi pas ? Mais en tout cas, il n'y a pas dans le second d'extorsion ou d'extraction, sauf à créer un métalangage pour l'entre-soi.

D'ailleurs, concrètement, quand passe-t-on matériellement, et non idéologiquement, de l'extraction à l'extractivisme ? Une question qui n'est pas rhétorique, parce que certaines « communautés indigènes » commencent à se la poser quand elles envisagent non pas le pur refus, mais la prise en charge de l'extraction.

UN ÉTONNANT TRAITEMENT DE FAVEUR CONCÉDÉ AU SUD GLOBAL

Ce capitalisme de l'appropriation et *a fortiori* de la prédation (« mauvais ») est opposé au capitalisme de la production et de l'indépendance

6 – cf. Célia Izoard, *La ruée minière au XXI^e siècle. Enquête sur les métaux à l'ère de la transition*, Seuil, 2024. En faisant remonter l'extractivisme à l'âge de la plantation, elle dissout le mode de production capitaliste en une civilisation dont on ne sait par quelle perversion elle se serait développée.

7 – Certains critiques de l'extractivisme vont même jusqu'à trouver extractiviste, non pas le fait que le capitaliste extraie de la plus-valeur sur le travail, mais le travail ouvrier lui-même quand il est lié aux processus d'extraction des ressources. (cf. Sonja Killoran-McKibbin, Anna Zalik, "Rethinking the Extractive/Productive Binary under Neoliberalism", in Simon Springer, Kean Birch, Julie MacLeavy (Eds.), *Handbook of Neoliberalism*, Londres, Routledge, 7 juillet 2016, p. 540 (source : Wikipédia).

nationale (« bon »), ce qui nous rappelle l'opposition supposée entre finance et « économie réelle » dans le cadre d'une critique du capitalisme qui s'avère aujourd'hui de plus en plus morale, alors que dans les années 1960 les pays latino-américains avaient cherché à lutter contre l'impérialisme en s'appuyant, du point de vue théorique, sur les « théories de la dépendance » et la notion de « développement du sous-développement » (Gunder Frank, 1969), afin de créer des économies nationales en dehors d'un marché mondial dans lequel règnerait l'échange inégal (Emmanuel Arghiri).

Aujourd'hui, la plupart de ces pays, excepté Cuba⁸, ainsi que de nombreux pays de l'aire asiatique, ont renoncé à ce projet et à la lutte anti-impérialiste, pour se fondre dans les nouveaux espaces internationaux globaux (OMC) ou locaux (Mercosur) qui leur ont fait acquérir une croissance capitaliste non négligeable. De ce fait, la notion de Sud global relève plus de l'opportunisme politique que de l'esprit tiers-mondiste de Bandung. Cela signalerait une nouvelle situation géopolitique ni proprement coloniale, ni impérialiste, mais dite de « colonialité du pouvoir ». En effet, selon le sociologue péruvien Anibal Quirano à l'origine de la notion, elle se fonde sur quatre piliers : l'exploitation de la force de travail, la domination ethno-raciale, le patriarcat et le contrôle des formes de subjectivité (ou imposition d'une orientation culturelle eurocentriste). Il s'ensuit que les résistances à la globalisation de la part de dictatures extractivistes comme celle du Venezuela seront perçues d'un bon œil par les nouveaux décoloniaux et les vieux anti-impérialistes, comme ceux-ci ont d'ailleurs soutenu les « résistants » Saddam et la famille Assad. Des dirigeants, comme d'ailleurs d'autres en Afrique, qui ne se sont jamais posé la question d'une croissance soutenable et *a fortiori*, celle de la décroissance, comme on peut le voir

8 – Nous ne parlerons pas ici du Chiapas où, quoiqu'on en pense sur le fond, se réalise une expérience originale mais limitée, en marge de la question de l'État, du « développement » et du capitalisme.

avec les attermoissements économiques de quelqu'un d'aussi réformateur, moderne et avisé que Lula au Brésil⁹.

Le Venezuela est un triste exemple du choix extractiviste d'une dictature prétendument anti-impérialiste avec Chavez puis Maduro ; après des années de prospérité grâce au prix élevé du pétrole, l'économie s'est effondrée en même temps que les prix de cette ressource, au tournant des années 2010, cédant la place à la corruption et au démantèlement clientéliste de l'industrie... par le gouvernement vénézuélien.

Pour Roberto Saviano, spécialiste des mafias et du trafic de drogue, *in Le Monde*, le 8 janvier 2026, « Le narcotrafic n'est pas un effet collatéral des régimes autoritaires contemporains. Il est devenu, dans bien des cas, leur infrastructure invisible. Il ne finance pas seulement des activités criminelles : il soutient des appareils sécuritaires, achète des fidélités, remplace des économies effondrées, maintient en vie des États qui, autrement, n'auraient plus ni ressources ni légitimité. Lorsque la politique cesse de produire de la légitimité, la drogue produit de la liquidité. Et la liquidité produit du pouvoir. Le Venezuela est l'exemple le plus abouti de cette transformation. Ce n'est pas un pays producteur de cocaïne, mais l'un des principaux nœuds logistiques du trafic mondial. Aéroports militaires, ports, documents officiels, protections armées : ce qui devrait garantir la souveraineté est utilisé comme service d'État au narcotrafic [...] Comme l'a expliqué l'ancien homme politique vénézuélien Moisés Naím, les dictatures contemporaines ne tombent plus par la seule révolte populaire. Le pouvoir ne repose pas sur le consentement, mais sur des réseaux : contrôle des forces armées, économies illégales, alliances internationales, fragmentation systématique de l'opposition ».

La dictature s'est renforcée, la pauvreté étendue ; la répression et la détérioration des conditions de vie contre les opposants a conduit près de 8 millions de Vénézuéliens à l'exil. Mais comme il faut que la théorie

9 – Bien que la logique derrière le néo-extractivisme semble de prime abord moins prédatrice que celle de l'extractivisme, les pratiques qui en découlent sont tout aussi destructrices sur les plans environnemental et social.

soit soutenue quand même par un rapport à la pratique et à la politique, les souverainistes d'hier et les « résilients » d'aujourd'hui ne seront pas taxés d'extractivistes par l'intelligentzia décoloniale et par les « degauche » européens, mais de « néo-extractivistes », afin de les distinguer des « extractivistes impérialistes ». L'honneur est sauf !

L'utilisation fourre-tout du terme d'extractivisme permet d'abord de poser un schéma explicatif. En effet, pour ces courants contestataires contemporains, les pays du Sud n'auraient été que le laboratoire d'un modèle aujourd'hui mondialisé : la logique extractiviste serait le moteur caché du capitalisme contemporain. Cela permet aussi de créer un pont entre passé et présent dans la description de la transformation du capital. Antonio Negri, par exemple, cherchait depuis les années 1990 à nommer cette transformation comme si elle produisait une forme nouvelle et définitive, parce que la plus récente (le capitalisme cognitif, l'Empire). Ainsi nous parle-t-il d'une situation où la valeur ne serait plus produite, mais extraite et captée, ce qui lui permet d'appliquer le concept à bien d'autres domaines : les données numériques, le tourisme de masse, etc. Son discours, n'est pas si éloigné de ce que nous disons quand nous parlons en termes « d'évanescence de la valeur¹⁰ » liée à un processus de totalisation abstrait, mais non anonyme, au bout duquel le capital tend à dominer la valeur, mais Negri n'y voit que le signe d'une mauvaise gouvernance. La montagne accouche d'une souris.

À force de tout rapporter à l'extraction de matières premières, de force de travail, de données, d'intelligence humaine, etc., ceux qui contestent l'extractivisme, mais en font quand même la clé de lecture de tout, en viennent à effacer ce qui est l'opérateur majeur de la capitalisation des activités humaines : la mise en forme des valeurs créées dans la reproduction (chaotique) des rapports sociaux, et ceci dans l'ensemble des pays du Sud comme du Nord (État, salariat, finance, trusts productifs et/ou marchands, plateformes, médias, mégatechnologies, etc.). Une

10 – cf. J. Guigou et J. Wajnsztein, *L'Évanescence de la valeur*, L'Harmattan, 2004.

méprise qui les conduit, non seulement à ne pas saisir le fonctionnement d'ensemble du capitalisme, mais à opérer les choix politiques les plus douteux. Ainsi, les Émirats, l'Arabie saoudite, l'Algérie, l'Iran et la Libye, les supposés représentants de la « religion des pauvres », seront jugés être des extractivistes respectables, mais les compagnies pétrolières occidentales seront d'affreuses extractivistes ne pensant qu'à piller les sous-sols du Sud global. Plus encore, chez l'écologiste radical Andreas Malm, Israël se voit attribuer le « pompon » du pire en tant que tête de pont occidentale de la course aux énergies fossiles ; il va jusqu'à reprocher à l'« entité sioniste » (il a un vocabulaire politique très limité) d'avoir utilisé de gros bateaux pollueurs pour acheminer les rescapés de la Shoah en Palestine mandataire".

Voyons l'argumentation de Malm. À partir de l'industrie du charbon développée au XIX^e siècle, les Britanniques ont voulu créer un empire fossile sur la terre du Levant arabe et ottoman (Syrie, Irak, Liban, Palestine, Égypte) en s'appuyant sur les Juifs d'Europe, qui, en tant qu'Européens, auraient été en symbiose avec l'empire fossile. Vous nous direz, il y a quand même un progrès puisqu'alors les Juifs ne sont plus coupables depuis 2000 ans comme dans l'anti-judaïsme, mais seulement depuis 200 ans comme dans l'antisionisme.

Il est vrai qu'Israël a un projet critiquable avec l'artificialisation de ses sols (« l'inauthentique ») et la destruction de sa biodiversité ainsi qu'à travers le puisage (voire captage) des ressources en eaux. Mais Israël ne produit pas de pétrole, à la différence des pays arabes. L'important pour Malm et cette forme d'antisionisme vert est de faire de l'« entité sioniste » — définie comme abstraite (entité), mondialisée (occidentale et blanche), à la nature « arraisonnée » par la technique — une menace existentielle pour les valeurs d'authenticité dont les Palestiniens seraient les porteurs exclusifs, en raison de leur rapport au terrestre, à la terre, à la gestuelle paysanne de l'activité de subsistance. En conséquence de quoi, tout ce qui est « authentique » est palestinien. On a

11 – Andreas Malm, Pour la Palestine comme pour la Terre, les ravages de l'impérialisme *fossile*, La Fabrique, 2025.

ici comme un écho d'un langage ancien en provenance de l'extrême droite française historique à la Barrès d'une part ; de la philosophie allemande à la Heidegger d'autre part.

In fine, ce qui vient à prédominer, c'est un récit qui décline et diffuse une vision dichotomique, dualiste entre un Nord pillard et un Sud pillé. De ce fait, l'opposition et la lutte deviennent : défense de la Terre (mère) contre le Moloch-capital. C'est une naturalisation des luttes et cette naturalisation prend une dimension essentiellement morale qui rejoint l'écologisme politique et culpabilisateur. L'acteur politique central, c'est le protecteur de la Terre qui... moralise le capitalisme. Ces courants refusent la pensée totalisante (ce qui ne les empêche pas de parler souvent en termes de Système) et découplent le capitalisme en de multiples métaphores (« de la finitude », « de l'apocalypse », « cannibale »), qui empêchent de saisir les évolutions en termes de processus. Cela conduit à des tautologies comme celle d'Orain définissant son capitalisme de la finitude... par sa finitude. Il leur faut par ailleurs des relais et il y en a tout trouvé, puisque la dénonciation de l'extractivisme peut très bien s'avérer complémentaire à la dénonciation de la finance, perçue majoritairement à gauche comme participant de la prédation et de plus, la finançant. Comme cette finance forcément mauvaise, elle aussi, est opposée à la bonne production, on a un redoublement de la position moralisatrice (pillage, captage, rente) qui se prend pour une critique radicale.

Sur le versant « primitiviste » où la contestation ne se limite pas à celle du capitalisme, mais concerne aussi l'industrie en passant par l'élevage et la plantation, le sujet de leur révolution n'est plus constitué des forces politiques et sociales qui agissent dialectiquement dans l'histoire, mais des entités abstraites ahistoriques : la Terre, la Forêt, les peuples autochtones... Il y a des accents quasi théologiques chez ces idéologues de la Terre martyrisée et pourtant résiliente ; une fois les extractivistes vaincus surgira une ère nouvelle : celle de l'abondance dans la frugalité et l'harmonie... Cette empreinte religieuse sous-jacente est congruente avec la double position moralisatrice que l'on vient de critiquer. Elle peut éventuellement déborder ou dériver vers des positions conservatrices au sens de la « révolution conservatrice » du début du xx^e siècle

en Allemagne, comme, par exemple chez Philippe Murray in *Festivus Festivus* (Flammarion, coll. « Champs », 2008) dans lequel se côtoient compassion chrétienne, culte païen de la terre et cosmo-centrisme animaliste.

Cette contestation qui retourne vers l'amont est congruente avec celle qui se tourne vers l'aval. L'intelligence artificielle serait accaparée par quelques opérateurs. Les oligarques de l'extractivisme accusés de piller les ressources et les « seigneurs » du numérique accusés de les monétiser (c'est ce que nous appelons la capitalisation) participeraient de la même alliance contre « notre » monde. Par exemple, pour Varoufakis et son techno-féodalisme, « l'extractivisme cloudaliste » (l'extraction des données et l'unité entre le combustible et le produit) aurait réduit les « bons vieux capitalistes » au rôle de vassaux.

« MAUVAIS » ET « BON » CAPITALISME

Ce type d'analyse sort de la compréhension du capitalisme comme mode production au sens large, car le lien à la production et aux entreprises (cette boîte noire des gauchistes) est ignoré. Or Netflix, par exemple, ne paie pas un tribut féodal à Amazon, mais un service capitaliste et cette dernière a préalablement investi des centaines de milliards de dollars dans des infrastructures afin de soutenir cette activité dans le Web (58 % de son résultat d'exploitation), alors qu'elle ne lui rapporte que 17 % de ses revenus. Là où il y a bel et bien investissement (Amazon a construit et contrôle plus de 800 entrepôts logistiques aux États-Unis), puis capitalisation boursière, Varoufakis ne voit que frais de transaction entre deux seigneuries qui vivent de la rente. Or ceux qui paient ces services les paient certes très cher (15 % à 40 % de leurs recettes¹²), mais ils ont évité leurs propres investissements logistiques et surtout, du point de vue de la logique économique d'ensemble, il s'est produit une accélération des flux caractéristique de la dynamique du

12 – Source, Evgueni Morozov, « Le numérique nous ramène-t-il au Moyen Âge ? », *Le Monde diplomatique*, août 2025.

capital et à l'opposé de toute pratique de rente féodale ou d'extractivisme qui, *a contrario*, repose sur le temps long¹³.

Ces investissements que réalisent les plateformes, les anciens services publics comme la Poste en France sont incapables de les faire (manque de capacité financière, manque de savoir-faire, manque d'initiative, etc.). Il ne s'agit donc pas là de captation indue, même si à la sortie on préférerait que ce soit la Poste qui nous livre plutôt qu'Amazon. Amazon tire toute sa puissance de sa force capitalistique qui repose sur ses investissements en capital fixe, des économies d'échelle, les effets de réseaux et c'est cet ensemble qui lui permet la thésaurisation de données extraites et non le processus inverse. L'État danois vient d'en tirer les conséquences en décidant que la Poste danoise ne ferait plus de distribution de courrier, alors même que les tarifs postaux de base étaient trois fois plus chers qu'en France (3,90 euros la lettre standard). Le capital est dialectiquement innovation et captation et quand il cherche à mettre des barrières, comme dans la recherche du monopole (cf. Apple sur ses applications), il prend du retard dans d'autres domaines (1A) et il est immédiatement sanctionné par Wall Street, puisqu'Apple prend le risque d'une fuite sur d'autres systèmes tels Android ou Harmony de Huawei (cf. « Une guerre froide 2.0 » in *Le Monde diplomatique*, mai 2023). Il n'y a pas là déconnexion entre fi-

13 – Les hypothèses trumpiennes de l'exploitation des terres rares au Groenland se heurtent au fait que, d'après les experts, elles ne pourraient devenir opérationnelles qu'à l'horizon 2050. L'emballement pour les richesses de l'île « est fondé sur un malentendu », estime le géologue groenlandais Minik Rosing. « Certes, ces matières critiques ont de la valeur, et le Groenland en regorge. Mais on peut aussi les trouver ailleurs dans le monde, où il est souvent plus facile et moins cher de les exploiter. Or, ce qui en fait une ressource, c'est la valeur qu'elles dégagent par rapport au coût de production, et on n'y est toujours pas », explique-t-il (in *Le Monde*, le 10 janvier 2026).

Quant au redémarrage conséquent d'une production pétrolière au Venezuela, il demanderait d'énormes investissements et du temps pour un pétrole de mauvaise qualité et à bas prix.

nance et activité réelle, mais bien extrême connexion qu'on peut effectivement jugée comme trop extrême.

Reste à savoir si ces nombreux investissements privés et les subventions publiques qui les accompagnent dans la « Tech » auront un effet moteur et diffuseur dans l'ensemble de l'économie. Ceux qui attaquent principalement le libéralisme plutôt que le capitalisme pensent que l'affaiblissement de l'État qui en découle favorise les situations d'oligopolisation des marchés et la possibilité de féodalisation à partir de la constitution de « fiefs » au sein de « l'Empire », ce que seul le pouvoir « communiste » chinois pourrait éviter. Pour nous, la réallocation actuelle des ressources qui s'effectue depuis la crise paradoxale des États-nations suit une ligne qui combine alliances, par exemple sur le climat (GIEC) et les énergies renouvelables, la paix du « doux commerce » (OMC, Mercosur) avec des luttes entre fractions du capital au niveau du capitalisme du sommet, à laquelle participe un grand nombre de protagonistes (puissances étatiques ou maintenant régionales et d'affaires multinationales réorganisées en réseaux, organismes internationaux, grandes ONG officielles, médias) dont la collaboration semble dissoudre toute dimension politique, sauf à la porter à l'extrême (Xi, Poutine, Trump) en articulant richesse et puissance (le capital comme pouvoir).

QUESTION SOCIALE AU RENCART ET POLITIQUE AU CRÉPUSCULE

Que nous insistions tant depuis dix ans, au niveau théorique, sur les luttes entre fractions du capital, tout en accordant concrètement une participation concrète à des mouvements comme celui des Gilets jaunes et une attention soutenue à des tentations émeutières, n'est pas contradictoire. C'est « la situation » à court terme, marquée par l'aspect microscopique de nos propres luttes, au travail, où là, elles sont quasi invisibles dans leur déroulement et encore plus dans leurs effets porteurs, et non pas « rendues invisibles » par on ne sait quel esprit malin et aussi quand elles se font visibles (NDDL, TAV, grandes bassines), mais où nous n'arrivons pas à inverser le rapport de forces ou

alors, quand nous l'inversons, à ce que cela produise autre chose qu'un arrêt de projet sans incidence notable sur la politique des grands travaux.

D'où le retour de prises de position « campistes » purement idéologiques¹⁴, un signe, entre autres, de la fin de l'hypothèse autonome dont la richesse d'origine, par exemple dans l'opéraïsme italien, résidait dans le fait d'être à la fois « dans et contre », le lien dialectique dans lequel chaque terme donnait son sens à l'autre, rendait concret le rapport social abstraisé. La défaite actée à la fin des années 1970, puis ce que nous avons appelé la « révolution du capital », qui n'a pas été une contrerévolution parce que nous n'étions pas allés jusqu'à la révolution, a rendu le « dans et contre » sans consistance. Le « dans » n'est plus guère qu'une banalité de base (la contrainte au travail et/ou au revenu) et le contre une posture, parce qu'il ne produit plus de forces sociales et politiques suffisamment antagoniques pour s'objectiver. Il prend alors souvent la forme d'une contestation picrocholine (lutte pour de nouveaux droits) ou abstraite (anticapitalisme, antifascisme, antidualisme). Une perte d'efficacité politique, une éclipse de la « Grande Histoire » dont Mario Tronti avait lui aussi tiré le bilan¹⁵ ». Il faut reconnaître que cette situation est prise en compte par une partie non négligeable de la jeunesse qui a ressenti ou plus rarement compris (dans des tendances insurrectionnistes, par exemple) que le « dans et contre » n'était plus porteur de dépassement. Mais opposer comme ils le font, « leur monde » à « notre monde » dans une version *cool* ou par l'idée de sécession dans la version *hard*, n'ouvre pas plus de portes de sortie, puisque c'est la tension dialectique entre les deux pôles (le dans et le contre) qui est alors supprimée. Au mieux, il ne s'agit alors que d'affirmer des expériences, des alternatives, des « lignes de fuite ».

14 – cf. notre brochure : « Maurizio Lazzarato et le malheureux retour au marxisme-léninisme » (novembre 2025) publié aussi dans *Lundi matin* n° 499 ; et plus récemment encore, les manifestations en Europe en soutien à Maduro.

15 – Mario Tronti, *La politique au crépuscule*, Éditions de l'éclat, 2000.

POUR CONCLURE PROVISOIREMENT

Nous l'avons repéré au cours de ce texte, les diverses interprétations extractivistes du capitalisme ont toutes tendance à définir la domination du capital comme opérant dans un seul moment essentiel : celui de l'extraction des ressources naturelles ou artificielles dans un espace immédiat. Elles réduisent ainsi l'histoire de la dynamique du capital et son rapport au « progrès », à la conquête et à l'extension de nouveaux espaces et territoires à travers des dispositifs technologiques, des captations de données et de flux financiers, etc. Autant de forces qui agissent directement et sans médiation selon des modes violents et destructeurs. Cette tendance à spatialiser le processus capitaliste, caractéristique de ce que nous avons appelé « l'achèvement du temps historique et dialectique¹⁶ », s'accompagne d'un effacement des luttes concrètes, des antagonismes sociaux et politiques, des manifestations du négatif dans l'histoire.

De ce fait, on ne trouve plus guère trace d'une interrogation sur les rapports sociaux d'exploitation. Est-ce là un point aveugle, un impensé ou bien un choix délibéré de quitter ce terrain en apparence dévasté ? Ce qui est certain, c'est que passer de la critique des rapports sociaux et des interventions qu'elle appelle, à l'indignation vis-à-vis de la dévastation du monde, n'a pas les mêmes incidences sur nos pratiques.

Temps critiques, le 10 janvier 2026

16 – cf. J. Wajnsztein, *L'achèvement du temps historique*, l'Harmattan, 2025

Derniers numéros d'*Interventions*

Interventions #30 – septembre 2025

Sur le 10 septembre, Temps critiques

[<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article567>]

Interventions #29 – novembre 2024

La critique démunie. Le résultat des élections américaines ou la nécessité d'aller au-delà des idées convenues, Temps critiques

[<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article548>]

VIENT DE PARAÎTRE

Jacques Guigou, *Capital et devenir humain. Correspondance avec Jacques Camatte*, L'Harmattan, 2026. [ISBN : 978-2-336-59022-6]

Durant plusieurs décennies, Jacques Camatte et Jacques Guigou ont poursuivi une correspondance, qui a connu des interruptions, parfois longues, mais qui n'a jamais cessé, quasiment jusqu'à la mort de Jacques Camatte, en avril 2025.

Leurs échanges se sont développés autour de certaines des grandes questions politiques, philosophiques et anthropologiques contenues dans l'œuvre vaste et singulière du fondateur de la revue *Invariance*. On y trouve des approfondissements, parfois divergents, de notions et de concepts, tels que les longs échanges sur l'englobement des contradictions, sur le « General intellect », sur la combinatoire, sur l'invisible et sur le capital...